

# Situation tendue en Thaïlande avant une décision de la Cour suprême sur Thaksin

dimanche 28 février 2010, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2010).

Dans 48 heures, la Division judiciaire concernant les détenteurs de fonctions politiques de la Cour Suprême (Supreme Court's Criminal Division for Holders of Political Positions), un département créé de toutes pièces après le coup d'Etat militaire de 2006, va rendre sa décision en ce qui concerne les avoirs de Thaksin Shinawatra, le Premier Ministre renversé en 2006. La situation politique est extrêmement tendue à l'avant-veille de cette décision. Une manifestation des partisans de Thaksin (les « chemises rouges ») est annoncée pour demain jeudi et les organisateurs espèrent rassembler un million de personnes. Des rumeurs circulent : on annonce un nouveau coup d'Etat des militaires (ce serait le 19<sup>e</sup> en moins de cent ans) ; on annonce une répression violente de la manifestation des chemises rouges ; on affirme que les magistrats de la Cour Suprême ont été achetés.

Un petit rappel des faits : Thaksin est un homme d'affaires qui a fait fortune dans les télécommunications. Il est le premier homme politique thaïlandais à avoir été élu démocratiquement comme premier ministre à deux reprises ; sous sa direction, le gouvernement a mis en œuvre une politique en vue d'éradiquer la pauvreté et d'améliorer l'accès à la santé et à l'éducation. Ses détracteurs lui reprochent son autoritarisme, son manque de respect pour la monarchie et sa corruption.

Après le coup d'Etat de 2006, les avoirs de Thaksin, estimés à 1,68 milliards € ( 76 milliard de baths ou 2,3 milliards \$) ont été gelés. Par la suite, alors qu'il s'était exilé volontairement, il a été condamné par contumace à deux ans de prison pour des faits de corruption. Il a toujours clamé son innocence et qu'il s'agissait d'un procès politique.

Vendredi, la Cour Suprême décidera du sort des avoirs de Thaksin. Quatre options sont envisagées par la plupart des observateurs : 1) la totalité des avoirs sont confisqués ; 2) une partie des avoirs sont saisis et l'autre partie lui est restituée, la distinction étant faite entre ses avoirs avant qu'il devienne premier ministre et ceux qu'ils possédaient lorsqu'il fut renversé par les militaires ; 3) la totalité de ses avoirs lui est restituée ; 4) la Cour reporte sa décision pour échapper à la pression de la rue.

En fait, dans un contexte de fin de règne, on assiste à un conflit entre l'establishment (le palais, l'armée, le gouvernement, le

parquet, les éléments du patronat liés à l'armée elle-même très investie dans les affaires, l'administration) et un mouvement réellement populaire incarné par un politicien populiste qui a été capable de rencontrer les aspirations grandissantes à plus de démocratie et de justice sociale.

Le gouvernement, issu du coup d'Etat militaire, est conduit par un leader du « parti démocrate », Abhisit Vejjajiva. Plusieurs analystes politiques conviennent qu'aussi longtemps qu'il y aura unité au sein de la coalition (palais, armée, parquet, administration) qui soutient ce gouvernement, un coup d'Etat est peu probable puisqu'inutile. Les partisans de Thaksin ne peuvent dans ce cas espérer changer le cours des choses et les manifestations risquent d'être réprimées avec violence. Ce dont l'armée a montré par le passé qu'elle était tout à fait capable. Par contre, si un désaccord intervient entre l'armée et le gouvernement, toutes les options sont ouvertes. Cette dernière hypothèse est alimentée par de récentes rumeurs de tensions entre l'armée et le gouvernement à propos de l'achat d'équipements militaires contestables à la Grande-Bretagne pour un montant de 20 millions US \$, achat qui aurait été décidé suite à des actes de corruption.

Une inconnue réside dans l'attitude du patronat qui n'est pas lié à l'armée et qui déplore à la fois l'impact sur les banques qui détiennent les avoirs de Thaksin si ceux-ci sont saisis, mais également l'impact déjà sensible sur l'économie avec un recul des investissements dont la crise politique a accentué l'importance depuis le début de la crise internationale.